

et mathématicien Bernard Riemann au milieu du XIX^{ème} siècle. En appliquant le concept riemannien à la crise économique actuelle, la condition-limite définissant le front de choc dans lequel entrent les finances mondiales, est le ratio du taux d'accroissement des agrégats financiers et du déclin relatif de la production de biens physiques, en excluant les qualités fictives de «services» comme le phénomène Wal-Mart, qui illustre bien cette stupidité économique dans le domaine de la «micro-économie».

Comme la masse des agrégats financiers augmente géométriquement, le taux d'escompte nécessaire pour soutenir la bulle financière baisse, pour converger sur un taux de presque 0 sur les prêts à 24 heures, comme on le voit dans le système bancaire japonais en faillite. Ce type d'émission de crédit inflationniste sert, avant tout, à soutenir des marchés financiers américains qui, autrement, auraient déjà coulé. L'escroquerie des titres hypothécaires, orchestrée par Greenspin par le biais de Fannie Mae, entre autres, ainsi qu'une bulle similaire, mais plus grave, en Angleterre, sont le résultat typique de cette situation monétaire et financière de plus en plus explosive.

Lorsque la courbe de l'inflation suit une direction presque verticale, l'équivalent du tremblement qui secoue l'avion, cela laisse présager le pire. A un point indéfini, mais imminent, l'avion risque de voler en éclats ou de piquer du nez, comme de nombreux vols supersoniques d'essai se sont souvent écrasés, jusqu'à ce qu'un ingénieur allemand montrât aux Américains, en le dessinant au dos d'une enveloppe, comment reconfigurer l'avion pour le vol supersonique suivant les principes de l'onde de choc riemannienne.

Pour information, cette bulle aurait pu éclater à la fin du mandat du président George Bush père et ces pressions ont largement contribué à sa défaite face à Bill Clinton. La bulle des technologies de l'information «IT» de Greenspin a maintenu l'escroquerie durant le gouvernement Clinton, jusqu'au printemps 2000, où la bulle convergait déjà vers la zone d'effondrement général. La crise asiatique créée par Soros en 1997 en était une conséquence. Il y eut ensuite la chute du marché des obligations russes (GKO) en août 1998. La politique de «mur d'argent» hyper-inflationniste mise en place vers la fin de cette même année a permis de reporter l'effondrement jusqu'après le mandat de George W. Bush.

A présent, la courbe, qui ressemble au front d'une onde de choc, prend une direction verticale. Le ratio du taux d'accroissement de l'émission (de plus en plus inflationniste) d'avoirs monétaires et fi-

nanciers fictifs et de l'accélération de l'effondrement de l'économie physique (réelle) sous-jacente qu'il provoque, tend à produire un effet combiné similaire à une hyperbole. A ce stade, rien ne pourra plus ajourner l'effondrement du système monétaire et financier sous sa forme actuelle.

Seuls des ignorants ou des menteurs, parmi les classes dirigeantes du monde, pourraient nier ce fait. Ou plutôt, comme pourrait le proposer l'élégant François Rabelais, la prochaine réunion des dirigeants du FMI se déroulera probablement autour d'une table ronde, chacun, pris de panique, étant assis sur un siège de WC à chasse d'eau automatique.

Ce qui est certain, si l'administration Bush-Cheney est réélue en novembre, c'est qu'il y aura un krach financier général, l'instauration d'un gouvernement mondial schachtien et fasciste, conseillé par un néoconservateur-schachtien tel que Felix Rohatyn ou Robert Mundell et contrôlé par les fonds-vautours, ainsi que la mise en oeuvre d'une politique de guerre perpétuelle «tournante», voulue par Cheney et la Fabian Society de Blair, en accord avec la doctrine de guerre nucléaire préventive qui a conduit à l'impasse actuelle en Irak.

Entre-temps, les Etats-Unis, dirigés, dès novembre 2004, par une équipe Bush-Cheney-Ashcroft-Scalia, seront transformés par des mesures d'exception en un Etat fasciste modelé sur celui dont Ashcroft et Scalia ont déjà adopté les tendances agressives, calquées sur les politiques du «juriste» d'Hitler, Carl Schmitt, le même qui avait parrainé Leo Strauss, idéologue dont les doctrines fascistes ont inspiré les néo-conservateurs de Cheney. L'approche du crépuscule des dieux condamnés de l'Olympe financier se traduit habituellement par une dynamique de guerres et de dictatures associée à la notion d'âge de ténèbres.

A propos de la guerre

Le sujet immédiat de cette déclaration politique est la tâche consistant à remettre en sûreté, avec succès et rapidité, les forces militaires américaines, les sortant de l'abîme sans espoir de l'occupation militaire américaine de l'Irak, qui ne peut tenir. Actuellement, ni le Président ni le sénateur Kerry ne sont compétents pour élaborer un plan concret de mise en oeuvre de ce retrait. Comme je l'expliquerai ici, ma politique ne sera pas plus efficace si elle n'est pas présentée par le gouvernement américain comme étant ma doctrine et s'il ne reconnaît pas que c'est ma doctrine qu'il adopte ainsi.

L'intérêt des Etats-Unis en Asie du Sud-Ouest

1. Ni les causes du bourbier de la guerre asymétrique qui fait rage en Irak, ni ses remèdes, ne sont à chercher dans les limites de la configuration des forces qui s'affrontent aujourd'hui dans cette région. Il n'y a aucune raison compétente, morale ou militaire, au maintien de nos forces en territoire irakien. Par conséquent, nous devons en retirer nos troupes sans dommages et sans délai. Cependant, cela ne peut se faire sans la création d'un cadre stratégique plus large dans lequel une solution viable puisse voir le jour.

Le piège dans lequel se trouvent les forces militaires américaines en Irak se présente ainsi : si les Etats-Unis foncent tête baissée dans la fuite en avant, comme le propose un ministre de la Défense désespéré (Rumsfeld), ou s'ils s'engagent dans une retraite hâtive irréfléchie, cela créera inévitablement sur place, mais aussi pour la position des Etats-Unis dans le monde, un chaos infiniment plus grave que celui qui règne actuellement. Par conséquent, il faut contourner les présentes conditions sur le terrain par une stratégie de flanc.

2. Afin de définir une solution faisable, nous devons élargir l'agenda, du seul Irak à l'ensemble de l'Asie du Sud-Ouest. Ce n'est qu'en

établissant les intérêts politiques des Etats-Unis en Asie du Sud-Ouest comme une unité bien définie et cohérente de la politique américaine, que nous pourrions mettre en jeu le concert de forces nécessaire pour créer une option viable aujourd'hui pour l'Irak.

3. Dans l'optique de la politique étrangère des Etats-Unis, l'Asie du Sud-Ouest doit être reconnue comme étant délimitée par quatre Etats principaux, dont la coopération bien comprise est indispensable à la création d'une zone de stabilité entre les nations et les peuples de toute la région. Ce sont la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Egypte. La sécurité de la partie nord-est de cette région repose sur la protection de son flanc, en garantissant la non-ingérence d'intérêts extérieurs – ce qui exclut toute intervention externe dans les discussions en cours sur la coopération entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'Iran.

Ce n'est qu'en favorisant l'adoption immédiate d'une déclaration par laquelle les Etats-Unis s'engagent à reconnaître cette réalité en Asie du Sud-Ouest que l'on trouvera l'aide nécessaire pour sortir les forces américaines d'Irak. L'approbation de cette prise de position américaine par ces pays et leurs voisins constitue l'action de flanc

nécessaire. D'où l'urgence d'une action allant dans le sens indiqué ici, qui doit être entreprise sans délai.

4. L'effort pour instaurer une telle zone de sécurité mutuelle en Asie du Sud-Ouest échouera, à moins que les Etats-Unis ne s'engagent en même temps, franchement et inconditionnellement, en faveur de la négociation immédiate d'un accord de paix entre Palestiniens et Israéliens prévoyant la création de deux Etats. Personne en Asie du Sud-Ouest, ni dans le reste du monde d'ailleurs, ne croira à la bonne foi des Etats-Unis s'ils ne s'engagent pas fermement, sans leurs arrière-pensées présentes et habituelles, en faveur de l'établissement, enfin, d'une paix israélo-palestinienne qui corresponde de fait aux principes des traités de Westphalie de 1648.

Si les nations d'Asie du Sud-Ouest acceptent un tel règlement, avec le soutien assuré des Etats-Unis, alors les influences mondiales requises peuvent entrer en action.

5. Cependant, l'adoption d'une telle politique par les Etats-Unis, même si elle suivait à la lettre ce qui a été dit ici, ne serait acceptée par les peuples de la région que si le gouvernement américain y reconnaissait, nommément, l'adoption de la « doctrine LaRouche ». En effet, aucun autre homme politique américain de poids ne jouit pour le moment de la confiance des régions arabes et de leurs voisins.

Si le nom de « LaRouche » est si hautement significatif dans ce contexte, c'est que le gouvernement américain, sous la houlette de personnes telles que le vice-président Cheney et ses néo-conservateurs, qui sont des émules de Léo Strauss, agit en fonction de son engagement envers une doctrine utopiste qu'on appelle la « guerre perpétuelle » ou « guerre nucléaire préventive ». Ces politiques représentent l'extension des doctrines « fabiennes » de deux personnalités violemment anti-américaines, H.G. Wells et Bertrand Russell ; ce sont les doctrines de « gouvernement mondial imposé par la terreur des armes nucléaires », qui ont dominé le monde depuis le bombardement de Hiroshima et Nagasaki jusqu'aux événements européens de 1989. Cheney, en particulier, a choisi la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord et d'autres nations pour être les victimes désignées d'une telle politique. S'il devait être réélu, le monde peut s'attendre à des actions immédiates, y compris des attaques nucléaires « préventives », contre ces cibles et d'autres encore, peu après l'élection de novembre. Aucune déclaration de politique américaine ne sera considérée comme crédible par le monde, à moins que l'on estime que cette déclaration, comme je l'ai esquissée, incarne l'éradication systémique de la tradition de « gouvernement mondialiste » anglophone de Russell ainsi que de ses liens avec les doctrines du vice-président Cheney.

6. Pour le moment, nous devons tenir les juristes de Wall Street, et tous ceux du même acabit, à l'écart de toute prise de décisions politiques. On ne doit pas chercher à développer un quelconque « plan détaillé de retraite », ou à négocier un quelconque « contrat », avant d'obtenir un engagement en faveur d'un accord de principe, de la part d'au moins une large majorité des partenaires désignés de ce nouvel accord de sécurité et de développement en Asie du Sud-Ouest. N'oublions pas que le commencement de la fin des accords d'Oslo, excellents par ailleurs, sonna dès que l'on autorisa certains intérêts financiers — ceux liés à la Banque mondiale par exemple — à intervenir à la manière d'avocats-conseils des intérêts bancaires et à rendre si tortueuse la mise en œuvre des traités, et avec une telle incompétence, qu'aucune mesure sérieuse de développement économique ne fut jamais prise. Cette erreur créa un vide dans lequel la malveillance de Netanyahu, d'Ariel Sharon et d'autres dans les deux camps, se fit payer son tribut.

Dans les conditions que cette région connaît aujourd'hui, un accord fondamental ne pourra être établi que sur la base de principes d'intention fondés sur la loi naturelle, plutôt que sur la loi positive, comme le grand principe constitutionnel de « l'avantage d'autrui »

des traités de Westphalie de 1648. La loi positive doit savoir s'effacer jusqu'à l'adoption des principes œcuméniques pertinents de la loi naturelle.

Les principaux problèmes économiques de cette région d'Asie du Sud-Ouest sont l'eau et l'énergie. Dans le voisinage immédiat d'Israël et de la Palestine occupée, par exemple, les ressources en eau immédiatement disponibles ne sont pas suffisantes pour permettre à la population croissante de vivre en paix dans la région. Avec des moyens artificiels permettant d'augmenter l'approvisionnement en eau potable, comme des installations de dessalement à grande échelle, ainsi que des équipements de production et de distribution d'énergie, on peut assurer les conditions d'une future paix durable dans toute la région. Plus généralement, la paix ne sera un projet viable dans la durée que si la région est définie comme une zone de coopération pour le développement d'Etats-nations souverains.

7. Les Etats-Unis doivent reconnaître que la stabilité de l'Asie du Sud-Ouest est un flanc décisif permettant une relance économique par le développement de tout le continent eurasiatique et des zones voisines. Il est d'un intérêt vital pour les Etats-Unis que cette région du monde se développe de façon à ce que les conditions de vie et les relations de coopération entre les peuples s'améliorent et que se crée un système de coopération pour le progrès, dans lequel les Etats-Unis eux-mêmes souhaitent se voir acceptés comme partenaire actif et utile. Si nous mettons le feu à la maison de nos voisins, la nôtre sera-t-elle vraiment en sécurité ?

La politique militaire des Etats-Unis

8. Le jugement que le monde portera sur ma proposition de nouvelle politique pour l'Asie du Sud-Ouest incitera d'autres nations à examiner attentivement ma politique militaire en tant que telle. A ce sujet, voici quelques précisions :

a.) Je propose que les Etats-Unis adoptent, comme intention, ma politique pour un retrait prompt et sommaire des forces militaires américaines du Moyen-Orient. En tant que Président, je rapatrierais le gros de nos forces militaires aux Etats-Unis, afin de reconstituer ici les institutions concernées. Par conséquent, je vais exposer les points exemplaires d'une politique militaire que nous-mêmes et les autres nations devraient accepter comme étant notre politique.

b.) La politique militaire des Etats-Unis doit être, désormais, l'affirmation de la tradition militaire de défense stratégique, telle que la définit pour la première fois de manière scientifique le grand Lazare Carnot, celui qui sauva une France qui semblait vouée à l'occupation et au démembrement par les forces coalisées des armées de toute l'Europe. Cette politique de défense stratégique, telle que nous la connaissons, s'enrichit ensuite des contributions du Prussien Gerhard Scharnhorst, dont la politique s'exprima dans la destruction de la Grande armée de Napoléon, prise dans le piège stratégique tendu sous le tsar Alexandre I^{er}, puis, plus tard, dans l'initiative prussienne qui anéantit les forces en déroute de l'empereur Napoléon avant que celui-ci ne puisse regagner la France pour reconstituer une nouvelle armée. Ce magnifique principe fut appliqué aussi par le général Douglas MacArthur dans la Guerre du Pacifique, et ce fut la politique américaine suivie par les deux traditionalistes, Marshall et Eisenhower, en Europe, avec les limites imposées par nos relations extraordinairement difficiles avec l'allié Britannique Winston Churchill, entre autres.

c.) La défense stratégique se fonde sur l'établissement et le développement de la paix, et non sur la recherche de la guerre perpétuelle. (Nous ne devons plus jamais tolérer des imitations du premier fasciste, l'empereur-voleur Napoléon Bonaparte, qui prépara, par ce précédent, la scène idéologique des guerres d'Adolf Hitler.) Ainsi, en temps de guerre comme en temps de paix, les forces militaires des Etats-Unis d'Amérique doivent essentiellement servir

de force d'ingénierie, sous la direction d'officiers dont les qualifications reposent sur des compétences scientifiques et d'ingénierie, et aussi sur la compréhension de la mission et des tâches des forces militaires de la République, ainsi que de leur travail de renseignement ; tout cela sur fond de la compréhension de l'histoire de l'art de gouverner, notamment de l'histoire de la civilisation européenne depuis la Grèce antique.

d.) Carnot développa la tradition de la défense stratégique française, en faisant référence à Vauban et à l'intention qui présida à l'édification de fortifications comme celles de Belfort ou Neuf Breisach, et c'est cette tradition – et non les dogmes du mercenaire Jomini – qui servit de fondement à la relance de l'académie militaire américaine de West Point sous les présidences de James Monroe et de John Quincy Adams. Cet effort fut étayé par le rôle de la Société de Cincinnatus, la branche de renseignement et de contre-renseignement aux Etats-Unis à l'époque, alors dirigée par notre grand général, le marquis de Lafayette, et pour laquelle travaillaient des héros du renseignement comme Washington Irving, James Fenimore Cooper, l'expert en contre-renseignement Edgar Allan Poe, etc.

e.) Depuis une quarantaine d'années, depuis le lancement officiel de la guerre en Indochine, les Etats-Unis et leurs forces militaires ont subi un long déclin en terme de qualité, basculant d'un statut de défense stratégique à un mode impérial. Cette transformation alla de pair avec le passage de notre économie nationale du rang de première nation productrice mondiale, qu'elle occupa jusqu'à 1966-68, à une économie « post-industrielle » de plus en plus prédatrice, qui prit forme entre 1971 et 1981. Durant cette dernière période, nous avons abandonné l'essentiel de notre infrastructure économique de base et supprimé les emplois productifs qualifiés, faisant de notre nation quelque chose qui ressemble à la Rome impériale, qui maintenait sous contrôle sa population appauvrie avec du pain et des divertissements dignes des cirques romains, tout en pillant les esclaves, les peuples et les nations qui en étaient les sujets.

f.) La décadence des formes récentes, surimposées, adoptées par la doctrine et la pratique stratégiques américaines, remonte pour l'essentiel aux accords passés entre l'appareil de sécurité nazi et une faction américaine liée à Allen Dulles et à son associé James J. Angleton. Suivant ces arrangements, la section de l'appareil de sécurité nazi liée à Schellenberg et à Wolf en Italie, ainsi qu'au réseau international du même Hjalmar Schacht qui avait contribué à la mise au pouvoir des nazis en Allemagne, fut intégrée dans l'appareil de renseignement anglo-américain comme un genre d'«entité anti-soviétique compétente», puis, quelque temps après, dans l'OTAN. Cette récupération d'un noyau nazi dans ce qui allait devenir l'aile stratégique « utopiste » de l'establishment anglo-américain, faisait partie intégrante de la mise en œuvre de la politique de « gouvernement mondialiste par la guerre préventive nucléaire », souhaitée alors par Bertrand Russell, et aujourd'hui par le vice-président Cheney et ses cercles. Les nouvelles générations de cet appareil nazi infestent aujourd'hui l'Italie, la France, l'Espagne et les nations d'Amérique centrale et du Sud, comme elles infestent les capacités militaires utopistes de notre propre nation. Le vice-président Cheney et les néo-conservateurs, comme Michael Leeden, servent de fait de représentants idéologiques de la génération actuelle de cet héritage de l'Allgemeine-SS (des « fascistes universels », «défenseurs de la mondialisation»).

g.) L'intégration de cet élément nazi dans la faction utopiste de l'establishment anglo-américain passa par l'Espagne de Franco et par l'importante composante SS qui fut récupérée de la République de Salo du général Wolf en Italie, nominalement dirigée par Mussolini. Cependant ces éléments, pour vicieux qu'ils fussent, n'étaient que des instruments du même réseau synarchiste international de

banques privées, qui avait mis les fascistes au pouvoir partout en Europe occidentale et centrale entre 1922 et 1945. Ce même réseau synarchiste représente l'intérêt financier derrière la politique associée au vice-président Cheney et au 10 Downing Street, sous la coupe de la Fabian Society.

h.) Ces faits révoltants doivent être dévoilés et dénoncés si les Etats-Unis veulent être capables d'adopter une doctrine stratégique et une pratique institutionnelle répondant à leurs véritables intérêts. Si notre pays affirme qu'il ne tolérera plus ces reliques du passé, alors il sera possible de mettre en œuvre les réformes politiques et pratiques nécessaires pour un retour à la tradition fondatrice de notre république et de ses formes constitutionnelles.

9. Les questions de paix et de sécurité ne peuvent être séparées de la reconstruction de notre économie, qui doit retrouver son rôle de première économie productrice au monde. Ce rôle est reflété dans les niveaux de progrès scientifique et technologique. Cela demande une reconstruction de notre République, dans laquelle les institutions, en accord avec notre tradition militaire de défense stratégique, puissent renouer avec leur orientation constitutionnelle traditionnelle.

a.) Comme l'avait compris le grand réformateur prussien Scharnhorst, une politique de défense stratégique repose sur l'intégration des forces militaires régulières et de la milice générale, autrement dit les réserves organisées et non-organisées qui pourraient être mobilisées en cas de guerre ou d'urgences autres. La milice n'est capable de remplir sa fonction que dans la mesure où elle est qualifiée en tant que force d'ingénierie ; Les forces envoyées en Irak pour l'occuper n'avaient pas les qualifications de corps d'ingénierie et, par conséquent, elles n'ont pas su intégrer dans les travaux de reconstruction, à titre de partenaire, la vaste milice existante sur place. Pourtant, cela aurait facilité le retrait rapide et réussi de nos forces.

b.) La reconstruction de l'économie américaine actuellement en banqueroute exige l'investissement massif de crédits à long terme, émis par le gouvernement fédéral, dans des programmes de reconstruction et de développement de l'infrastructure économique de base, pour lesquels on devra probablement prévoir une formation de capital de l'ordre de 6000 milliards de dollars sur quatre ans. On se heurtera alors au problème du manque de qualification dans les couches non employées ou mal employées de la population. Au cours des années 30, sous la présidence de Franklin Roosevelt, on mit sur pied le Corps de conservation civile, en grande partie sous la supervision de l'ingénierie militaire, qui allait fournir plus tard des divisions complètes pour l'effort de guerre et qui contribua aussi beaucoup, après la guerre, à la formation de la force de travail civile. Le Peace Corps de Kennedy, dirigé par le sergent Shriver, en est un autre exemple important. Si on oriente les forces militaires régulières vers des relations opérationnelles complémentaires avec la réserve, et si l'on revient à la tradition consistant à privilégier les qualifications scientifiques et d'ingénierie au niveau de la formation et de l'affectation du travail, on aura établi le lien entre les tâches économiques de reconstruction des capacités de production actuellement ravagées, et le maintien de nos forces régulières et de réserve à des niveaux quantitatifs et qualitatifs adéquats.

c.) La guerre doit s'achever par la paix. Une force militaire qui s'engage dans une guerre nécessaire doit terminer le travail en posant les fondations d'une paix durable et doit avoir les qualifications requises pour mener à bien cette mission.

10. Disons au monde entier, résolument, clairement et sans équivoque, que c'est pour cette mission que notre nation fut créée et qu'elle doit y revenir. Alors, nous serons invincibles dans toute entreprise justifiée et nous éviterons scrupuleusement de faire ce qu'il ne faut pas.

Asie du Sud-Ouest : la doctrine LaRouche

Ce mémorandum stratégique en deux parties a été rédigé le 17 avril 2004 par Lyndon LaRouche, candidat présidentiel des Etats-Unis.

L'existence même des Etats-Unis et bien plus encore sont gravement compromis à la fois par les politiques économiques et militaires actuelles de l'administration Bush et par les folies irréflicibles analogues de la campagne actuellement malavisée du sénateur Kerry. Bien que les politiques de l'administration Bush soient effectivement différentes sur des détails relativement secondaires, les axiomes de la formulation politique pratique des deux campagnes sont identiques, tant du point de vue économique que de celui de la guerre asymétrique, actuellement en pleine escalade, menée en Irak et en Palestine. Quelles que soient les différences dans la disposition des transats sur le pont du Titanic que sont devenus les Etats-Unis, tous deux refusent de dire ou de faire quoi que ce soit d'utile ou d'urgent à propos du fait que, dans le cadre des politiques proposées par l'un ou l'autre, le paquebot coulera de toute façon.

La réélection de Bush par des moyens honnêtes n'aura de chance de se concrétiser que si Kerry s'en tient à ses récentes prises de position électorales navrantes sur ces points – du genre «je pense la même chose». Par ses efforts pour apaiser une administration Bush menaçante et plaire aux éventuels bailleurs de fonds de sa campagne, Kerry fait preuve d'une propension à des gestes symboliques hésitants qui lui aliènent et même enragent un important pourcentage des citoyens, les «oubliés» proverbiaux, dont dépend une victoire démocrate en novembre. Cette victoire est là, sauf si Kerry la laisse échapper. Or, au train où il va, il fait beaucoup pour assurer sa défaite.

La question de savoir si le président Bush a été honnêtement élu ou simplement catapulté à ce poste reste obscurcie par la décision anticonstitutionnelle prise en janvier 2001 par le juge de la Cour suprême Antonin Scalia, un homme dont les orientations en droit constitutionnel font plus souvent écho à la Constitution de la Confédération des Etats du Sud qu'à celle des Etats-Unis. Nous avons néanmoins adopté M. Bush comme Président, peut-être par compassion, de la part de certains, qui savaient que, comme les «Keystone Cops»* n'existent plus depuis longtemps, le pauvre M. Bush n'avait sans doute pas les compétences requises pour occuper un quelconque autre emploi disponible que celui, à la Maison-Blanche, de poupée du ventriloque Dick Cheney, son vice-président.

Entre-temps, aucun des deux candidats rivaux n'a eu grand-chose de substantiel ou de positif à dire sur l'un quelconque des problèmes essentiels auquel fait face notre nation. Mon devoir consiste donc soit à remplacer le sénateur Kerry comme candidat investi présumé, soit à créer une situation dans laquelle il soit forcé de devenir un candidat gagnant, mais aussi véritablement qualifié pour remplacer Bush.

A propos d'économie

Le système monétaire et financier mondial se trouve dans la phase terminale aiguë d'un effondrement général. Contrairement aux démentis du sénateur Kerry, par exemple, tous les gouverneurs des grandes banques centrales du monde, qu'ils soient d'accord ou non avec les remèdes que je propose, reconnaissent tout à fait,

en privé, l'exactitude factuelle de ma mise en garde sur l'effondrement en cours. Ils savent qu'il s'agit d'un effondrement, façonné par «le tsar des dérivés financiers» Alan Greenspan, qui sera bien pire que celui que l'Europe et les Etats-Unis ont vécu dans la période 1928-33, et que l'explosion globale et générale aura lieu dans un proche avenir. Le système monétaire et financier actuel est aux prises avec une hyper-inflation, aggravée par les produits dérivés, dont il ne pourra jamais se remettre.

Les Etats-Unis ne peuvent se reprendre que dans le cadre d'un nouveau type de système monétaire, similaire à celui conçu par le président Franklin Roosevelt. Soit nous réorganisons dès maintenant le système mondial, comme le fit Roosevelt, soit nous sombrerons dans une épidémie globale de fascisme, dominé par des «fonds vautours», comme celui qui s'imposa dans la majeure partie de l'Europe continentale occidentale et centrale, dans la période 1922-1945. Ce n'est pas une menace à long terme, c'est une menace immédiate. Elle pourrait se manifester lundi prochain ou dans quelques mois, mais l'épidémie arrive et frappera cette fois-ci avec une force bien plus grande que la calamité que Calvin Coolidge légua à Herbert Hoover il y a trois quarts de siècle.

Dans ce domaine, celui de l'économie, le sénateur Kerry nous promet, jusqu'à présent, un désastre électoral. Son cas nous rappelle, non sans fondement, celui du malheureux et maladroît Al Gore : sans ses stupidités de campagne, l'élection du président Bush n'aurait pas été possible.

Nous avons très peu de temps. L'effondrement général du système financier américain et européen pourrait se produire dès lundi prochain, bien que le genre de ruses hyper-inflationnistes utilisées jusqu'à présent puisse retarder encore un peu le krach. Je m'explique.

Au printemps 1987, j'ai prévu un krach boursier majeur, probablement pour début octobre ; il se produisit effectivement à l'époque prévue. Au même moment, l'ancien président de la Réserve fédérale, Paul Volcker, qui avait démoli l'économie américaine à partir d'octobre 1979, se faisait remplacer par l'occupant actuel de cette baignoire et de ce poste, Alan «Bulles» Greenspan, mieux et plus sagement connu sous le pseudonyme de «Greenspin». Face à la situation désastreuse que Volcker lui légua en octobre 1987, ce dernier inventa une nouvelle sorte d'argent appelé «produits financiers dérivés». Les gens intelligents préfèrent les appeler «paris», engagés dans ce casino délirant qu'est le marché spéculatif des titres financiers. Greenspin a transformé ces paris, qui se sont montés en tout à 8.700.000 milliards de dollars en 2003, en une gigantesque escroquerie de comptabilité financière, une source d'avoirs nominaux, comptés comme s'ils avaient une véritable valeur économique sur les marchés financiers normaux, y compris les marchés boursiers et obligataires.

Franchir le mur des obligations

Pour comprendre l'effondrement en puissance du système monétaire et financier mondial, on peut comparer le gonflement des marchés financiers, notamment à l'aide de l'escroquerie des dérivés, avec l'image d'un avion à hélice, ou même d'un avion à réaction de la première génération, qui s'apprête à franchir le mur du son. C'est le célèbre front de l'onde de choc défini par le physicien

* Film du cinéma muet, mettant en scène un groupe comique de policiers ineptes et maladroits.